

actu.fr

2 500 copies retenues dans l'académie de Rouen, des enseignants manifestent

Astrid Verdun

4-5 minutes

Des dizaines de professeurs ont manifesté devant le rectorat, à Rouen contre la réforme du baccalauréat, jeudi 4 juillet 2019. Les syndicats assurent retenir 2 500 copies d'élèves.

Publié le 4 Juil 19 à 18:45





Jeudi 4 juillet 2019, les professeurs manifestent devant le rectorat de Rouen (Seine-Maritime). (©76actu/Astrid Verdun)

À la veille des résultats du **baccalauréat**, jeudi 4 juillet 2019, à 10 heures, des professeurs se sont réunis devant le rectorat de **Rouen (Seine-Maritime)** pour contester la réforme du lycée voulue par le ministre **Jean-Michel Blanquer**. « J'ai encore 58 copies corrigées à la maison dont je n'ai pas entré les notes dans le logiciel de l'Éducation nationale », raconte Christelle Haudebourg du Snes-FSU. Elle est professeure de mathématiques au lycée Marc-Bloch, à Val-de-Reuil (Eure) et fait partie des **28 correcteurs grévistes** de l'académie de Rouen.

Lire aussi : [Rétention des notes du baccalauréat 2019 : 27 jurys de l'académie de Rouen impactés](#)

10 heures, veille des résultats du baccalauréat. Début de la manifestation des professeurs devant le rectorat de Rouen.

[@76actu pic.twitter.com/QZmro86WRY](#)

— Astrid Verdun (@AstridNudrev) [July 4, 2019](#)

Rétention des notes du baccalauréat

Afin de faire entendre leurs revendications, les professeurs grévistes disent avoir retenu 2 500 copies corrigées dans l'académie de Rouen, ce qui empêcherait à ces élèves d'avoir leurs résultats définitifs vendredi. Les matières les plus concernées sont les mathématiques et la philosophie.

Selon Christelle Haudebourg, cela ne pénalise pas les élèves d'avoir ces résultats quelques jours plus tard : « Le plus important, c'est qu'ils aient passé le baccalauréat et que les

futurs élèves ne pâtissent pas d'une réforme inadéquate. Le ministre a prouvé qu'il nous méprisait, il refuse depuis des mois la discussion alors il fallait taper fort ».

Yves Dosdat, secrétaire départemental des syndicats FO lycées/collèges : "Jean-Michel Blanquer est aux pieds du mur et il est obligé de bricoler une solution pour donner les notes demain. C'est bancal mais cohérent car cela préfigure la réforme qu'il veut mettre en place..." 1/2

pic.twitter.com/RB8ftAaFfr

— Astrid Verdun (@AstridNudrev) [July 4, 2019](#)

Jean-Michel Blanquer a indiqué mercredi, que tous les élèves auront leurs résultats vendredi 5 juillet, comme prévu, quitte à s'appuyer sur [la note du contrôle continu](#) si les notes des épreuves sont toujours retenues par les professeurs.

Bac: Jean-Michel Blanquer assure qu'en cas de copie manquante, la note retenue sera celle du contrôle continu

pic.twitter.com/cXbgh3Ylse

— BFMTV (@BFMTV) [July 3, 2019](#)

Yves Dosdat, secrétaire départemental des syndicats FO lycées et collèges, revient sur ces propos : « Il est aux pieds du mur et il est obligé de bricoler une solution. C'est bancal, mais cohérent car cela préfigure la réforme qu'il veut mettre en place, c'est-à-dire l'introduction massive du contrôle continu dans le bac et donc la remise en cause du caractère égalitaire et républicain de ce diplôme. »

Retenue sur salaire et dépôt de plainte

Une délégation de six enseignants a rencontré la rectrice de

Normandie, **Christine Gavini-Chevet**, en fin de matinée.
Florent Bussy, professeur de philosophie à Dieppe était
présent à cette réunion :

En plus d'une menace de 15 jours de retrait de salaire correspondant au temps de correction des copies, on nous indique que notre action pouvait donner lieu à une sanction pénale pour recel ! Cela ressemble à de l'intimidation et, en attendant, nous n'avons toujours aucune réponse sur cette réforme.

Contactée, la rectrice n'a pas souhaité s'exprimer sur le détail de cette entrevue.

Convocation des jurys

Parmi tous les professeurs présents à la manifestation, 37 jurés correcteurs étaient convoqués jeudi après-midi, mais 27 d'entre eux ont indiqué vouloir boycotter cet appel. Ils refusent de délibérer sur des notes du contrôle continu, selon eux, injustes pour rendre un avis favorable ou non aux élèves concernés. À 17 heures, jeudi, selon le rectorat, il restait « une minorité » de notes à inscrire.